

Étude comparée de 14 plateformes à gauche



À 80 %, elles portent des propositions et revendications convergentes

Unité de la gauche et des écologistes c'est possible : vite un comité de liaison !

Le travail effectué dans ce document permet de montrer les nombreuses convergences et complémentarités entre 14 organisations de gauche.

Le présent tableau a été établi manuellement à partir des supports de propositions publiés ces dernières semaines à l'occasion de la crise du Covid-19. Il en reprend en principe fidèlement les formulations, à l'exclusion d'altérations de rédaction visant à harmoniser la présentation (transformation de substantifs en verbes ou vice-versa, suppression des occurrences inclusives etc.). L'ordre et le séquençage de la présentation, de même que toute(s) erreur(s) éventuelle(s) ou omissions (seules ont été reprises les propositions formulées dans les supports précités), sont de la responsabilité exclusive de ses auteurs.

Le tableau est basé sur les documents suivants :

EELV	Face à la pandémie planétaire
Ensemble !	Texte de l'Équipe d'Animation Nationale (EAN) d'Ensemble
GDS	Pandémie : Urgences et jours d'après
Génération.s	Pour protéger le monde, tout changer
LFI	COVID-19 11 MESURES D'URGENCE
NPA	Contre le coronavirus, décrétons l'état d'urgence social !
PCF	Covid-19 : Protéger la population relever les défis de la crise
PS	Lettres d'Olivier Faure au chef de l'État des 22 mars et 12 avril 2020
RS	Modeste proposition susceptible de rassembler à gauche : Pour une République laïque, sociale et écologique
ATTAC	Coronavirus : une révolution écologique et sociale pour construire le monde d'après
CGT	Revendications CGT adressées le 6 avril [2020] à Emmanuel Macron, Président de la République
PEPS	Face au virus, leur résilience et la nôtre
Pétition Plus jamais ça (PPJC)	« Plus jamais ça ! » : 18* responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales appellent à préparer « le jour d'après » *Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, les Amis de la Terre France, Oxfam France, Reclaim Finance, Unef, Union syndicale Solidaires, 350.org + depuis la publication, les organisations suivantes signent aussi la pétition : Action Aid France, Droit au logement, Femmes Égalité, Fidl, Il est encore temps, Le mouvement, MAN, MNL, Notre affaire à tous, Partager c'est sympa, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, UNL, Utopia
PRT	Propositions pour un retour sur Terre

Table des matières

1) Crise sanitaire.....	3
1.1) Budgets d'urgence.....	4

1.2) Lutte contre le COVID-19.....	5
1.3) Pour tous les salariés des secteurs essentiels.....	9
1.4) Mesures spécifiques pour les soignants.....	10
1.5) Pour les salariés travaillant dans les secteurs non-essentiels.....	10
1.6) Pour les malades.....	12
1.7) Pour les prisonniers.....	13
1.8) Pour les étrangers.....	14
1.9) Mesures sociales.....	15
1.10) Mesures économiques.....	20
1.11) État d'urgence.....	22
2) Politique sociale.....	26
2.1) Santé publique.....	26
2.2) Protection sociale.....	29
2.3) Alimentation.....	31
2.4) Logement.....	32
2.5) SDF.....	32
2.6) Famille et enfance.....	33
2.7) Personnes âgées.....	34
2.8) Handicapés.....	34
2.9) Immigrés.....	35
2.10) Réfugiés.....	36
2.11) Accès au transport.....	36
2.12) Solidarité.....	36
3) Droits des salariés.....	37
3.1) Salaires et revenus.....	37
3.2) Temps de travail.....	38
3.3) Emploi.....	39
3.4) Licenciements.....	39
3.5) Précarité.....	40
3.6) Égalité femme - homme.....	41
3.7) Hygiène et sécurité.....	42
3.8) Inspection du travail.....	43
3.9) Formation professionnelle.....	43
4) Politique économique.....	43
4.1) Relance budgétaire.....	43
4.2) Dette.....	44
4.3) Politique industrielle.....	45
4.4) Service public.....	53
4.5) Politique monétaire.....	55
4.6) Marché financier.....	56
4.7) Fiscalité.....	56
4.8) Contrôle des prix.....	60
4.9) Changer de système.....	60
4.10) Revenu universel.....	63
5) Libertés publiques.....	63
5.1) Constitution.....	64
5.2) Démocratie.....	64
5.3) Corps intermédiaire.....	68
5.4) Société civile.....	68
5.5) Média.....	68
5.6) Numérique.....	69
5.7) Contrôle de l'État.....	70
5.8) Droit des femmes, LGBTs, étrangers.....	71
5.9) Discrimination.....	72
6) Transition écologique.....	73
6.1) Énergie.....	74

6.2) Réchauffement climatique.....	79
6.3) Urbanisation et aménagement du territoire.....	81
6.4) Transport.....	83
6.5) Biodiversité.....	87
6.6) Agriculture biologique.....	88
6.7) Pêche.....	89
6.8) Bien être animal.....	89
6.9) Institution.....	90
7) Agriculture.....	90
7.1) Soutien aux agriculteurs.....	91
7.2) Circuit-court, production locale et relocalisation.....	92
7.3) Forêt.....	92
8) Éducation.....	92
8.1) Égalité des chances.....	93
8.2) Lycée - parcoursup.....	93
8.3) Examens 2020.....	94
8.4) Éducation populaire.....	94
9) Culture.....	94
9.1) Accès à la culture.....	94
9.2) Soutien à la culture.....	95
10) Justice et prisons.....	95
10.1) Procédures judiciaires 2020.....	96
10.2) Prisons.....	96
10.3) Violence intra-familiale.....	96
11) Europe.....	97
11.1) Institution.....	99
11.2) BCE.....	101
11.3) Fonctionnement UE.....	104
12) International.....	104
12.1) OMS et santé.....	106
12.2) OMC et commerce.....	107
12.3) Traités environnementaux.....	107
12.4) Aide au développement.....	108
12.5) Conflits.....	109
12.6) Coopération.....	111
13) Rassemblement de la gauche.....	111
13.1) Moyens à mettre en place.....	111
13.2) Actions à mener.....	112

1)Crise sanitaire

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
------	-----------	-----	--------------	-----	-----	-----	----	----	-------	-----	------	------	-----

1.1)Budgets d'urgence

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Renforcement immédiat de l'hôpital public et mesures structurelles visant à en assurer un financement pérenne		Un premier collectif budgétaire et d'autres si nécessaires, pour répondre à l'urgence sanitaire en engageant des fonds massifs pour les hôpitaux, les médicaments et la recherche, vers une reconstruction d'ensemble de ces secteurs		10 milliards d'euros doivent être injectés dans le système de santé pour faire face à l'urgence et limiter les dégâts des politiques austéritaires de ce gouvernement	Augmentation immédiate des budgets hospitaliers - recrutements massifs sous statut	Création d'un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation de 50 milliards d'euros abondé par : des prêts de la Caisse des dépôts et de la BCE			Embauche immédiate de personnels sous statut et revalorisation pérenne des salaires du personnel soignant				
		5 à 10 milliards immédiatement pour les hôpitaux publics (les 5 milliards demandés avant la crise et le déblocage de tous les fonds nécessaires pour surmonter la crise)		Mobiliser la réserve sanitaire immédiatement pour soutenir les soignants									
		5 milliards immédiats pour la recherche publique demandés par les chercheurs en réorientant tout de suite les ressources fiscales du Crédit d'Impôt Recherche vers la recherche publique											
		4 milliards immédiatement pour les Ehpad, un rapport parlementaire de mars 2018 avait chiffré les besoins à 8 milliards sur 4 ans											

1.2) Lutte contre le COVID-19

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Renforcement des sanctions pour les entreprises ne respectant pas les règles de sécurité sanitaire	Sécuriser l'approvisionnement des hôpitaux	Distribution du matériel médical de protection (masques, gel hydroalcoolique ...);	Mobilisation totale des cliniques privées et du service national des armées	Soutien de l'État aux équipes déjà à l'œuvre pour la recherche d'un vaccin		Réquision des établissements hospitaliers, des lits, des laboratoires et cabinets de radiologie privés	Garantir les droits et la protection des salariés	Association des salariés à l'organisation de leur activité pour leur assurer le plus haut niveau de protection	Réquisions des établissements médicaux privés	
					Arrêt des lieux de production et de services pour les secteurs non essentiels				Réquision des médecins libéraux plutôt que de faire des appels à leur volontariat et suppression des dépassements d'honoraires				
					Intégrer le Covid-19 à la liste des maladies professionnelles				Le droit de retrait des salariés doit être respecté, lorsque les conditions de santé et sécurité (masques, gel hydroalcoolique ...) ne sont pas assurées				

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Réquisitionner l'ensemble des moyens de production de médicaments, de matériels et de locaux médicaux utiles au traitement de l'épidémie	Reconversion de certaines entreprises pour assurer l'approvisionnement et la fabrication en urgence des produits nécessaires (masques, gels, vêtements, médicaments...)	Réquisitionner et reconverter toutes les entreprises capables d'assurer en France la production immédiate prioritaire et massive pour tout ce qui est médicalement nécessaire pour assurer la fin de la pandémie : par exemple, Luxfer (bouteilles à oxygène), Famar, (chloroquine), Honeywell (masques respiratoires), laboratoires publics et privés (tests de dépistage) ; et celles des grandes entreprises qui ont les moyens et doivent les mettre au service du pays		L'État doit garantir par la réquisition des unités de production la fourniture de l'ensemble du matériel nécessaire pour que les soignants puissent travailler en sécurité	Réquisition et socialisation de l'ensemble des industries produisant le matériel médical ainsi que les établissements privés de santé	La mobilisation de toutes les filières industrielles du pays pouvant contribuer à la production des équipements de protection sanitaire et matériels	Réquisitionner toutes les industries qui peuvent fabriquer des masques, des tests de dépistage, des respirateurs, du gel hydro-alcoolique... ;		Interdire l'activité privée au sein des hôpitaux publics afin de transférer tous les moyens au service de la population			Réquisitions des entreprises afin de produire dans l'urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies	
		Réquisitionner et reconverter les industries nécessaires pour la réorganisation de toute la santé publique pour assurer une protection sanitaire immédiate et systématique pour tous les salariés des activités essentielles, tenues, masques, gants, rétablissement des CHSCT dans les entreprises de plus de 20 salariés et droit de retrait		Dans tous les secteurs stratégiques à la lutte contre la pandémie des matériels de protection adaptés doivent être fournis par l'État ou les collectivités territoriales, en réquisitionnant les outils de production nécessaires			Mobiliser et, lorsque nécessaire, réquisitionner les entreprises industrielles capables de contribuer à l'approvisionnement massif en masques et en tests						

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				Réquisitionner les usines et transformer les lignes de production pour fabriquer massivement : gel hydro-alcoolique, bouteilles d'oxygènes, masques et cordons respiratoires									
		Ne pas exposer les salariés pour éviter la propagation du virus. Dresser tout de suite (enfin et avec les salariés eux-mêmes, les organisations syndicales et les CHCST) des listes strictes et les plus complètes possible des « activités essentielles » et « non essentielles ». Distinguer ainsi les entreprises et les secteurs essentiels dans les entreprises. Il faut en finir avec l'injonction incompréhensible du gouvernement : « Confiner-vous mais allez travailler ! »		Les activités non-essentiels doivent cesser, pour ne pas mettre en danger les salariés et ralentir la propagation du Covid-19		Arrêt des activités économiques non essentielles	Limiter l'activité aux fonctions vitales du pays – et définir ce qu'est une « activité essentielle »		Le monde du travail doit être mobilisé uniquement pour la production de biens et de services répondant aux besoins essentiels de la population (l'agriculture, la pêche, l'industrie alimentaire et des boissons, les services d'information et de communication)	Définir les activités économiques essentielles dans le contexte de la crise sanitaire actuelle / fermer les entreprises ne contribuant pas aux besoins vitaux	Arrêt des activités non essentielles- et en premier lieu Amazon- pour ne pas mettre en danger les salariés et ralentir la propagation du virus	Arrêt immédiat des activités non indispensables pour faire face à l'épidémie	
							Protéger « quoi qu'il en coûte »						

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Mobiliser des moyens financiers et productifs afin de fournir des masques, des tests de dépistage, immédiatement aux personnels exposés, et à court terme aux personnes vulnérables, puis à toute la population				Se donner les moyens d'une campagne de dépistage systématique conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé	Tests de dépistage gratuits et systématiques	Campagne systématique de dépistage	Engager une production massive de tests		Reconversion massive de l'industrie française vers une économie au service des besoins sanitaires : fabrication de tests de dépistage		Procurer des tests		Constituer des stocks de tests
Mobiliser des moyens financiers et productifs afin de fournir des masques, des tests de dépistage, immédiatement aux personnels exposés, et à court terme aux personnes vulnérables, puis à toute la population													
		Généraliser la distribution de masques à toute la population et procéder à des tests massifs pour assurer la sortie de la pandémie					Équiper tous les Français de masques		Reconversion massive de l'industrie française vers une économie au service des besoins sanitaires : fabrication de masques	Rendre disponible la fourniture de masques et de gants pour les salariés en 1ere ligne, récupérés par l'arrêt des activités de production non essentielles	Procurer des masques		Constituer des stocks de masques
									Reconversion massive de l'industrie française vers une économie au service des besoins sanitaires : fabrication de solutions hydro-alcoolique		Procurer des gants		Constituer des stocks de gel

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													Relocaliser en priorité le secteur essentiel du médical et de la santé

1.3) Pour tous les salariés des secteurs essentiels

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Une protection des salariés et une prime pour ceux mobilisés face à la pandémie		Instaurer la réduction du temps de travail avec maintien du salaire dans toutes les activités essentielles pour concilier vie familiale et vie professionnelle (grande distribution en particulier) et négocier l'organisation du travail		Dans ces secteurs stratégiques, les salariés doivent être associés à l'organisation de l'activité pour leur assurer le plus haut niveau de protection. Les sous-traitants, notamment dans le secteur du nettoyage, doivent être également associés			Reconnaître, à l'issue de la crise, la contribution de tous les personnels mobilisés aujourd'hui, [...] en termes de protection et de droits économiques et sociaux (retraite, pénibilité...)						
		Mettre en place des transports gratuits le temps de la pandémie et des logements pour les salariés en « première ligne »					Équiper les forces de sécurité de masques de protection et de gel hydroalcoolique dans le cadre de leur mission de lutte contre la propagation du Covid-19 [site internet PS]						
		Augmenter les salaires de 300 € par mois pour les personnels soignants et « de première ligne ». Ce sont eux qui font tout et qui sont les plus mal payés. Pas de charité, pas de prime, pas de « don », mais du salaire et maintenant	Majoration salariale pour les métiers à risque face à l'épidémie de Covid-19	Versement d'une prime exceptionnelle pour les travailleurs des services essentiels (santé, alimentaire, logistique, etc.) et prise en charge des frais de garde d'enfants		Augmentation jusqu'à 20 % des salaires et traitements des personnels de santé et des travailleurs des secteurs essentiels							

1.4) Mesures spécifiques pour les soignants

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Donner aux équipes médicales, aux personnels de santé, contraints de passer un temps important sur leurs lieux de travail, des conditions de repos satisfaisantes : lieux dédiés, matériels de repos...				Garantir le paiement des heures supplémentaires du personnel soignant, s'accompagnant d'une titularisation massive des personnels			Mieux organiser l'accompagnement des soignants confrontés aux décès						

1.5) Pour les salariés travaillant dans les secteurs non-essentiels

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Organiser le télétravail partout où c'est possible avec respect des conditions et durées du travail			Versement du salaire intégral en cas d'arrêt pour garde d'enfant ou pour protection préventive						S'opposer à l'abandon des droits fondamentaux des salariés : 60 h, congés payés à la discrétion du patron, etc.		
		Maintenir des contrats de travail pour les intérimaires, saisonniers, CDD, contractuels de la Fonction publique			Interdiction de remettre en cause les congés acquis (annuels ou RTT)								
	Que tous ceux qui doivent travailler malgré tout puissent décider de la manière dont ils peuvent se protéger du virus et si ce n'est pas possible, d'arrêter la production				Respect du droit de retrait pour tous les salariés en cas de crainte pour leur santé ou celle de leurs proches					Garantir le droit de retrait	Application du Droit de Retrait sans condition ni perte de salaire pour cause de danger imminent		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Interdiction des licenciements par décret			Interdiction des licenciements pendant la crise	Interdiction des licenciements et suppressions d'emploi (y compris les intérimaires et vacataires)	Interdiction de tous les licenciements			Interdire les licenciements (mesure évoquée puis retoquée par le gouvernement suite à des pressions du MEDEF)	Interdire tous les licenciements et suspendre tous les PSE			

1.6) Pour les malades

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Considérer comme victimes d'accidents du travail avec tous les droits afférents tous ceux qui sont malades du Covid19 suite à leur activité professionnelle		Il faut intégrer le Covid-19 à la liste des maladies professionnelles	Continuité des soins pour toutes les pathologies graves		Mieux organiser l'accompagnement des familles confrontées aux décès			Classer les salariés malades du COVID-19 en maladies professionnelles	Poursuite des soins psychiques adaptés aux maladies mentales sous les formes les plus appropriées		
							Prévoir des locaux suffisants pour accueillir les personnes porteuses du virus qu'il faudrait isoler afin d'éviter toute nouvelle contamination						
			Remboursement intégral et sans avance de frais pour l'ensemble des soins										
			Prise en charge supplémentaire des soins thérapeutiques liés au handicap										

1.7) Pour les prisonniers

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				Assurer un approvisionnement en matériel de protection pour les personnels et les personnes en détention									

1.8) Pour les étrangers

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Déployer massivement des mesures spécifiques pour la prise en charge des immigrés	À court terme, apporter une AIDE MASSIVE AUX 26 MILLIONS DE RÉFUGIES qui peuplent d'immenses camps de tentes, où "distanciation sociale" et "gestes barrière" ne veulent rien dire, et tout mettre en œuvre afin de lever les sanctions économiques pouvant nuire à la lutte contre le coronavirus										

1.9) Mesures sociales

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Supprimer tous les frais bancaires, agios, intérêts débiteurs par les banques pour la durée de la pandémie	MISE EN PLACE D'UN PLAN MASSIF DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS (notamment à travers la réorientation de fonds mobilisés pour le SNU)	Baisse des remboursements des prêts bancaires des particuliers à proportion de la baisse des revenus et annulation des frais d'incidents bancaires pour découvert		Gratuité des transports	Imposer un état d'urgence sociale		Des moyens publics importants doivent être alloués aux collectivités locales qui assurent les services publics de proximité		Ne pas utiliser la crise sanitaire pour faire avancer des politiques qui approfondissent systématiquement les inégalités et enrichissent les élites [ni] instrumentalis[er] les peurs comme arme politique pour faire passer des décisions anti sociales		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT	
		Geler les remboursements des prêts pour les plus précaires		Une prise en charge totale par l'État des frais d'obsèques des personnes décédées du fait du virus			Mettre en place une aide exceptionnelle de 300 € par foyer, et une majoration de 100 € par enfant, pour tous les ménages bénéficiaires des minima sociaux, des aides au logement et de l'allocation de rentrée scolaire				Pour un confinement solidaire par l'entraide démocratique et auto-organisée, la coopération, la solidarité, la générosité populaire par le bas. De multiples initiatives se déroulent. La constitution de réseaux de solidarité au plus près des réalités de terrain permet en effet de préserver les liens sociaux et la cohésion nécessaire à une action concertée. La priorité aujourd'hui est de prendre soin des autres et de soi, s'éloigner physiquement, se rapprocher autrement			
				La mise en place de mesures pour suppléer au travail des associations qui délivrent de l'aide à la survie, par la mobilisation des citoyens, dans le respect des règles sanitaires qui s'imposent								Ouverture de structures d'accueil (avec suivi médical, dépistage et confinement en fonction du résultat, et garantie d'une alimentation et accès aux sanitaires) pour les réfugiés		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				L'ajout d'une case dans le document de sortie dérogatoire permettant de signaler une sortie en cas de violence dans le foyer - ce qui permet une prise en charge immédiate de la personne dès le contrôle du document							Garantie de bonnes conditions de confinement pour les réfugiés		
				Que les principales informations sur le Covid-19 et l'attestation de déplacement soit accessibles à toutes les personnes souffrant d'un handicap physique ou mental en utilisant le FACL							Rétablissement renforcé des APL		
Protéger les plus fragiles : mobilisation des internats, des hôtels, prolongement de la trêve hivernale, gel des loyers du parc de logements sociaux		Mettre à l'abri les SDF en réquisitionnant les hôtels et les logements vacants	Mise en place d'un SOUTIEN FINANCIER EXCEPTIONNEL AUX MÉNAGES DONT LES REVENUS PAR MOIS SONT INFÉRIEURS AU SMIC	Assurer à tous un revenu équivalent au SMIC pendant la crise. Toute personne qui perçoit des revenus inférieurs au SMIC doit recevoir un chèque qui couvre la différence			Poursuivre le versement de la prime d'activité des mois de janvier et février chaque mois pendant le confinement			Prendre des mesures de protection immédiate pour les personnes au chômage et en travail précaire, les intérimaires, saisonniers et les travailleurs des plateformes numériques	Soutenir les personnes et les groupes sociaux les plus fragilisés par la crise dans les quartiers populaires et dans les territoires ruraux		
Protéger les plus vulnérables : logement d'urgence, soutien psychologique, mesures de placement		Régulariser les sans-papiers : c'est une mesure de salubrité publique pour qu'ils se protègent et protègent, du même coup, toute la population									Arrêt du harcèlement des sans-abris et des mises à la rue qui continuent : expulsions illicites, d'occupants sans titre, d'habitants de foyers, d'hôtels, de CHU, de camping, d'habitat léger ou mobiles...		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Une allocation universelle d'urgence, ou pour le moins un rehaussement des minima sociaux		Maintenir intégralement les alimentaires									Droit au logement pour tous : réquisition des logements vacants, des 640 000 chambres d'hôtel, des locations Airbnb&Co, et des logements sociaux inutilisés		
Régularisation immédiate des personnes sans papiers		Déployer massivement des mesures spécifiques pour la prise en charge des personnes isolées, SDF et de ceux qui sont récemment sortis de prison									Garantie de bonnes conditions de confinement pour les mal-logés, les SDF		
	Païement intégral des jours de chômage			Gel du décompte des jours : ne déduire aucune des journées passées depuis le 14 mars en allocation-chômage (ARE) de la durée d'indemnisation		Maintien des droits des chômeurs et continuité des allocations	Ouvrir les droits à l'assurance-chômage dès deux mois d'affiliation, revenir sur les six mois exigés depuis novembre						
				Suspension des radiations chômage et annulation de celles prononcées depuis le 1er mars 2020									
	Annulation de la réforme des APL	Faciliter l'accès au fond de solidarité logement pour la durée de la pandémie. Stopper immédiatement les expulsions de logement, reverser les APL secteur privé	Aide au loyer pour l'ensemble des bénéficiaires des minima sociaux								Rétablissement intégral des aides au logement et leur renforcement		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Bloquer les loyers dans le secteur privé	Annulation des loyers pour les ménages précaires	Baisse du montant des loyers à proportion de la baisse des revenus, encadrement des loyers pour les faire baisser dans les zones tendues et interdiction des expulsions	Moratoire sur les loyers				Instaurer un moratoire sur les loyers non payés		Moratoire des loyers		
		Permettre un moratoire sur les loyers											
		Permettre un moratoire sur les factures d'électricité	Annulation des factures d'énergie pour les ménages précaires	Gratuité des quantités nécessaires au bien-être pour l'électricité, l'eau et le gaz pour toutes et tous	Moratoire sur les factures d'énergie				Moratoire sur les factures impayées d'énergie pour cause de revenus insuffisants ou en baisse		Moratoire des factures d'énergie pour les revenus insuffisants		
		Permettre un moratoire sur les factures d'eau	Annulation des factures d'eau pour les ménages précaires	Gratuité des quantités nécessaires au bien-être pour l'électricité, l'eau et le gaz pour toutes et tous					Moratoire sur les factures impayées d'eau pour cause de revenus insuffisants ou en baisse		Moratoire des factures d'eau pour les revenus insuffisants		
		Permettre un moratoire sur les factures de gaz		Gratuité des quantités nécessaires au bien-être pour l'électricité, l'eau et le gaz pour toutes et tous									
				Appels téléphoniques illimités, accès facilité au téléphone et gratuité pour les personnes incarcérées					Moratoire sur les factures impayées de téléphone pour cause de revenus insuffisants ou en baisse		Moratoire des factures de téléphone pour les revenus insuffisants		
			PLAN DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS notamment dans le domaine de l'aide alimentaire exceptionnelle						Moratoire sur les factures impayées d'internet pour cause de revenus insuffisants ou en baisse		Moratoire des factures d'internet pour les revenus insuffisants		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Assurer une sécurité alimentaire saine et de proximité : soutien aux circuits courts, distributions de repas, épiceries sociales, systèmes locaux de livraison, marchés de producteurs, AMAP		Rouvrir les marchés alimentaires en priorité pour les producteurs locaux en organisant le respect des règles de distanciation sociale		Sécuriser l'approvisionnement et la distribution de nourriture pour garantir l'accès à l'alimentation de chacun : préparation de chariots-quarantaine (sucre, pâtes, riz, huile, papier toilette, savon et légumes disponibles) avec livraison aux plus âgés	Organisation de la distribution alimentaire pour pallier aux baisse d'activité des associations caritatives						Garantie d'une alimentation pour tous		
		Contrôler les prix des produits alimentaires et des biens de première consommation		Bloquer au niveau du 1er mars les prix à la consommation, et mettre en place un dispositif de surveillance des circuits alternatifs de distribution (en ligne en particulier)									
		Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité		Procéder à la saisie immédiate des stocks de produits de première nécessité qui sont retirés du marché (produits sanitaires et alimentaires en particulier)									
	Protéger les femmes et les enfants victimes de violences, particulièrement vulnérables dans une situation de confinement	Maintenir intégralement les aides aux gardes d'enfants et aux handicapés							Repenser et renforcer dans cette période de confinement la lutte contre les violences conjugales et sur les enfants		Ouverture de moyens d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales		
		Déployer massivement des mesures spécifiques pour la prise en charge des personnes maltraitées									Garantie de bonnes conditions de confinement pour les victimes de violences familiales		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Contrôler, verbaliser et poursuivre en référé les employeurs qui mettent en danger leurs salariés, trichent sur les prix et spéculent sur les marchandises vitales											
				La réouverture des plannings familiaux et la garantie du maintien de l'accès aux IVG sur le territoire	Maintien effectif du droit à l'avortement						Garantie du droit d'accès à l'IVG		

1.10) Mesures économiques

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Suspension de la distribution de dividendes au titre des résultats 2019 et 2020, tout comme le rachat par l'entreprise de ses propres actions	Les cotisations sociales gelées devront être remboursées par les entreprises et les actionnaires	Interdire tous les licenciements ainsi que le versement de dividendes		Nationalisation temporaire de toute entreprise en difficulté agissant dans un domaine dont la production est reconnue comme essentiel dans la période		Pour les entreprises en difficulté : report des échéances de crédit, gel des loyers, aide directe exceptionnelle sous condition	Porter la garantie de l'État aux prêts bancaires à 100 % afin que les prêts soient réellement accessibles à tous.		Prioriser pour les entreprises réellement en difficulté et notamment les indépendants, auto-entrepreneurs, TPE et PME, dont les trésoreries sont les plus faibles le paquet gouvernemental de [45 Md€] d'aides, ainsi que 300 Md€ de garanties de crédits bancaires	Déclarer l'état de catastrophe sanitaire afin de mettre à contribution les assurances dans les indemnités indispensables, notamment la prise en charge du chômage partiel à 100 %			

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Une contribution exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés, sur les entreprises ayant réalisé des bénéfices durant la crise, notamment les grandes entreprises du e-commerce		Mettre en place des commissions départementales, coordonnées et centralisées, appuyées sur les préfets, l'administration fiscale et les Directions régionales du travail (DIRECCTE), et sur la Banque publique d'investissement, avec des représentants des organisations de salariés, pour contrôler et orienter les choix des banques dans le financement des entreprises en difficulté ou en reconversion (pour les emprunts avec garantie d'État)					Viser l'annulation de certaines obligations fiscales et sociales (cotisations) pour les indépendants, les PME, les compagnies, qui ne seront pas en mesure de payer à partir d'un chiffre d'affaires qui n'a pas été réalisé			Garantir le contrôle des aides publiques aux entreprises (notamment PME et celles de l'ESS)			
Dans la mesure du respect des règles sanitaires, ce qui est permis pour une grande entreprise (GMS, e-commerce) doit l'être également pour un commerce de proximité		Soutenir les entreprises en difficulté (entreprises individuelles, artisans, commerces, paysans, TPE de moins de 11 salariés). Faciliter la procédure d'accès à une aide de 1 500 €											
		en interdisant de verser des dividendes aux actionnaires pour les entreprises recevant une aide publique				Interdiction du versement de dividendes			Le versement des dividendes doit être immédiatement suspendu	Imposer la suppression des dividendes aux actionnaires		Suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG	

1.11)État d'urgence

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Un droit quotidien pour tous à la nature, à minima à des espaces verts, dont l'accès peut être contrôlé comme l'accès aux commerces alimentaires													
Organisation d'un Grenelle de sortie de crise réunissant partenaires sociaux, citoyens, acteurs politiques et associatifs à l'issue de la crise		Demander la sortie de l'état d'urgence sanitaire dès la fin du confinement. Les dispositions sanitaires à prendre après le confinement devront être votées via la procédure législative habituelle				Sortie de l'état d'urgence à l'issue des deux mois							
Les mesures exceptionnelles ayant assoupli le droit du travail doivent être strictement limitées à la période de crise sanitaire et devront faire l'objet de congés payés exceptionnels ou d'une compensation financière à l'issue de cette crise		Abroger immédiatement les ordonnances « coup de force » de l'état d'urgence dit « sanitaire » qui remettent en cause le droit du travail. Non aux 60 heures, oui aux 35 heures légales. Non au repos quotidien de 9 heures, retour au repos obligatoire des 11 heures				Abrogation immédiate des mesures dérogatoires au droit du travail (temps de travail, congés, RTT)			Aucun acquis social ne doit être remis en cause, contrairement à la possibilité que le gouvernement se donne par le Projet de loi d'urgence sanitaire	Abroger les ordonnances de déréglementation du temps de travail (les 60 h par semaine ; la confiscation du choix de dates de congé et RTT)	Veiller à ce que les procédures d'urgence ne se transforment pas en loi pérennes		
											Retrait des ordonnances sur le Code du Travail		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Pendant la période de confinement, qu'un point quotidien soit fait entre l'exécutif et les responsables politiques. Qu'un point hebdomadaire soit fait par chaque ministère avec les responsables politiques, syndicaux et associatifs de son domaine de compétence	Ne pas laisser le gouvernement décider tout seul, du haut de son pouvoir. La vie démocratique doit être respectée. Le risque serait qu'au-delà des mesures indispensables de confinement, une pulsion autoritaire s'impose pour gouverner durablement	Donner au Parlement les moyens d'exercer son rôle en matière de contrôle du gouvernement, via une commission parlementaire ad hoc comprenant au moins un membre de chacun des groupes de l'assemblée. La commission sera informée quotidiennement par le gouvernement. Chaque groupe de l'assemblée aura droit à un droit de réponse pour chaque allocution publique du gouvernement	RÉPONDRE AVEC FERMÉTÉ À TOUTES LES ATTEINTES À LA DÉMOCRATIE mises en œuvre au nom de la gestion de la crise sanitaire			Information hebdomadaire sur la production et l'acheminement des masques et sur les besoins	Instaurer un conseil national de lutte contre le Covid-19 qui permette le dialogue et la consultation régulière des élus locaux et nationaux, de la majorité comme de l'opposition, voire des partenaires sociaux grâce aux ressources offertes par les nouvelles technologies, qu'il est impératif de saisir		La crise sanitaire ne doit pas être l'occasion de violences policières sous caution de faire régner l'ordre public	Élaborer une autorisation spécifique et nationale afin de permettre à tous les élus et mandatés syndicaux de circuler librement et d'intervenir dans l'entreprise	Contre la militarisation de la société		
Pendant la période de confinement, le maintien à raison d'un point bimensuel en distanciel, des assemblées délibérantes publiques dans les collectivités locales, pour une information et un débat sur les mesures prises						Installation d'un comité d'urgence nationale réunissant le gouvernement, le comité scientifique, les syndicats, les partis et les associations d'élus			La crise sanitaire doit donner lieu à une réelle transparence de la part du gouvernement, en premier lieu à la publication de tous les rapports et conseils scientifiques sur lesquels il s'appuie		Ne pas imposer la gestion du confinement par la violence policière ou par la rhétorique guerrière		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
						Session parlementaire continue sous forme d'un comité permanent			Le gouvernement ne doit pas se prévaloir de la crise sanitaire pour redoubler les discriminations pesant déjà sur les populations des quartiers populaires		Lutte contre les violences policières notamment dans les quartiers populaires. Les contrôles de police discriminatoires et abusifs à l'égard de personnes en raison de leur apparence physique, de leur origine, ou de leur lieu ou mode d'habitat sont courants, rarement sanctionnés, et s'intensifient dans les quartiers populaires dans un climat d'impunité. Nous n'accepterons pas que l'épidémie soit une excuse pour justifier la répression sociale		

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				Publier dans la presse écrite, notamment régionale, un modèle d'attestation pour pouvoir se déplacer pour ceux qui subissent la fracture numérique									

2) Politique sociale

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
							Soutenir les associations de solidarité qui viennent en aide aux sans-abris [SDF] et aux personnes isolées et travailleurs pauvres	Restaurer dans notre pays une République laïque (et sociale)	Par des interventions massives dans l'économie, l'État devrait se donner l'opportunité de réorienter très profondément le système productif pour le rendre plus juste socialement				
								Mettre un terme à l'approfondissement des inégalités sociales et l'augmentation de la pauvreté et de la précarité dans notre pays	Établir l'égalité, « coûte que coûte »				

2.1) Santé publique

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Supprimer la tarification à l'activité qui permettait aux Agences régionales de santé de réorganiser le secteur hospitalier au profit du secteur privé	LOI DE PROGRAMMATION SANITAIRE QUINQUENNALE, permettant de rebâtir notre système de santé	L'annulation des nombreuses fermetures d'établissements prévues pour lutter contre les déserts médicaux		La mise en chantier d'une loi de santé publique							

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			SUPPRIMER L'IVG DES "CODAGES" DES ACTES MÉDICAUX (la notion de rentabilité), supprimer l'objection de conscience des médecins, allonger de deux semaines le délai légal, réduire le délai de réflexion et sacraliser le droit des femmes à disposer de leurs corps dans la Constitution										
			RENFORCER NOTRE LUTTE CONTRE LE SIDA (en multipliant les dépistages, les actions de sensibilisation et en rendant gratuits tous les moyens de protection de qualité) et la sérophobie										
La protection de la santé de toutes et tous doit, après la crise, être une priorité de nos politiques publiques		Moratoire sur la dette de l'hôpital	Hausse durable des budgets des hôpitaux et EHPAD					Remettre en cause le système de financement des hôpitaux publics qui induit une concurrence déloyale avec le secteur privé, libre de ses choix de patients à pathologies « rentables »	Réouverture de lits (il manque 10 000 places aux urgences et 40 000 dans les Ehpad)				Arrêt de la suppression de lits à l'hôpital
			Fin des fermetures de lits et d'établissements										Suppression de l'ONDAM et pilotage de l'assurance maladie par la qualité plutôt que par le coût

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Ouverture d'embauches massives dans les hôpitaux	Organiser une campagne de recrutement massif et de formation de soignants et de soignantes (infirmier.e.s, aide-soignant.e.s, médecins hospitaliers...) dans les meilleurs délais	Augmentation des rémunérations du personnel soignant	Un recrutement important dans les fonctions support pour absorber les tâches administratives qui pèsent sur le travail des soignants	Augmentation des budgets hospitaliers - recrutements massifs sous statut	Annulation de la dette des hôpitaux et +5 % de l'ONDAM (hors dépenses sanitaires en cours)							Arrêt de la suppression de postes à l'hôpital
						Un plan d'embauche massif pour l'hôpital et les EHPAD							
		Annuler les dettes des hôpitaux accumulés par 10 ans de politiques néolibérales (8 à 10 milliards d'euros)							Annuler les dettes des hôpitaux (8 à 10 milliards d'euros)				

2.2) Protection sociale

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Conserver aux régimes de Sécurité Sociale, toutes branches confondues leur autonomie financière hors des circuits financiers privés et spéculatifs, mais aussi du budget de l'État (dans le cadre d'une remise à niveau d'ensemble et d'une garantie de financement)					
								Remise à niveau de l'ensemble des branches du système (voir texte de RS sur la réforme de la protection sociale)					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				Une prise en charge à 100% des personnes hospitalisées et l'arrêt du forfait journalier				Reconstruire l'ex-/le service public de la Sécurité Sociale					
Compte tenu de la crise sociale que notre société va devoir affronter à la suite de cette crise sanitaire, retrait définitif de la 2 e phase de la réforme de l'Assurance Chômage	Annulation de la réforme de l'assurance chômage	Abroger la réforme de l'assurance chômage	ABANDON COMPLET de la réforme de l'assurance-chômage	Abrogation totale et définitive de la réforme de l'assurance-chômage : on voit à quel point elle est inadaptée en temps de crise		L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage	Supprimer définitivement la réforme de l'assurance-chômage	Abolir la réforme de l'assurance chômage					
Compte tenu de la crise sociale que notre société va devoir affronter à la suite de cette crise sanitaire, retrait définitif de la réforme des retraites													Réforme de l'assurance vieillesse : retour à un système par répartition à prestations fixes, et mise à contribution de l'ensemble de l'appareil productif (travail ET capital) pour garantir l'équilibre du système

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Annulation de la réforme des retraites	Abroger la réforme des retraites. La pandémie a mis en évidence l'utilité sociale de ceux et celles qui en pâtiraient le plus. Les enseignants perdraient jusqu'à 30 % de leur retraite. Les salariés à temps partiel comme les caissières seraient lourdement pénalisés. Les salariés de la RATP, de la SNCF, les aides aux soins, à l'entretien, à la sécurité, à la propreté comme les égoutiers, et éboueurs perdraient leur droit à partir plus tôt en retraite alors qu'ils sont aussi « utiles à la nation » que les militaires et les policiers qui conserveraient ce droit	ABANDON COMPLET DE La RÉFORME des retraites			L'abrogation de la réforme des retraites		Abolir la réforme des retraites			Revenir sur la contre-réforme des retraites		
		Établir des minima sociaux qui ne doivent pas être inférieurs au seuil de pauvreté 2019				Versement d'une allocation exceptionnelle pour les foyers les plus en difficulté		Augmentation des minima sociaux -de nature à relancer l'économie interne					

2.3) Alimentation

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
------	-----------	-----	--------------	-----	-----	-----	----	----	-------	-----	------	------	-----

2.4) Logement

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Ne pas diminuer le montant des APL et ne pas supprimer les tarifs réglementés du prix du gaz comme le veut la loi du 8 novembre 2019. Plafonner les prix des loyers				Blocage des prix des assurances		Politique du logement non spéculative -de nature à relancer l'économie interne					
						Gel des loyers et du remboursement des prêts sous condition de ressources							
						Blocage des prix de l'électricité							
						Blocage des prix de l'eau							
						Blocage des prix du gaz							
						Blocage des prix des télécommunications							

2.5)SDF

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Mettre à l'abri les gens de la rue, les sans logis												
			Réquisition des biens immobiliers vides pour héberger les personnes sans-abri	Réquisitionner les logements vacants, 640 000 chambres d'hôtel de France et ouvrir des gymnases	Réquisition des logements vides pour la mise à l'abri en particulier des SDF	Réquisition des chambres d'hôtel et des meublés touristiques pour les sans abris			Instaurer la réquisition des logements vacants pour les sans abris et les très mal logés				
			RÉQUISITION DES BIENS IMMOBILIERS VIDES pour loger durablement les personnes sans abri										

2.6) Famille et enfance

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			<p>INSTAURER UN CONGÉ PARENTAL DE 7 MOIS, pour les femmes et les hommes (à l'image de la réforme mise en œuvre récemment en Finlande)</p>			<p>Réquisition des chambres d'hôtel et des meublés touristiques pour les familles vivant en logement insalubre, femmes et enfants victimes de violences</p>			<p>Concevoir un service public de la petite enfance qui regrouperait tous les modes de garde, crèches, assistantes maternelles, structures associatives, etc., et offrirait la meilleure qualité pour l'accueil des enfants avec un plan de formation et de reconnaissance des qualifications</p>				
			<p>DÉFISCALISER LES PENSIONS ALIMENTAIRES et garantir le maintien de la pension de réversion en cas de divorce</p>						<p>Répondre aux besoins criants en terme de capacité d'accueil de la petite enfance : l'accueil est de plus en plus inégalitaire, de plus en plus privatisé et individualisé pour celles et ceux qui ont les moyens, il existe en plus de fortes inégalités territoriales</p>				

2.7)Personnes âgées

2.10) Réfugiés

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				Ouverture de structures d'accueil (avec suivi médical, dépistage et confinement en fonction du résultat, et garantie d'une alimentation et accès aux sanitaires) pour les réfugiés	Réquisition des logements vides pour la mise à l'abri en particulier des réfugiés	Réquisition des chambres d'hôtel et des meublés touristiques pour les réfugiés							

2.11) Accès au transport

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT

2.12) Solidarité

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Encourager les solidarités de proximité				« Il faut être solidaires, entre nous, dans nos immeubles, dans nos quartiers, sur nos lieux de travail »			Restaurer dans notre pays une République sociale avec l'égalité de droits et de devoirs pour tous les citoyens					
								Éradiquer la pauvreté et la précarité en s'appuyant sur des expérimentations, notamment associatives en cours et qu'il convient d'évaluer objectivement					

3) Droits des salariés

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Renforcer les instances représentatives du personnel	RÉTABLIR LES DROITS DES SALARIÉS ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES tels qu'ils figuraient dans les lois Auroux			De nouveaux pouvoirs des travailleurs	Reconnaissance réelle et concrète envers tous les métiers que le système économique a jusqu'à présent mis dans l'ombre (caissières, livreurs, infirmières, urgentistes, etc.)	Le gouvernement doit s'appuyer un droit du travail à nouveau protecteur pour les salariés					
		Réactiver les prud'hommes						Abolir les lois El Khomeri et les ordonnances travail et adopter un nouveau code du travail					

3.1) Salaires et revenus

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Relance raisonnable du montant des salaires - de nature à relancer l'économie interne					
		Augmenter substantiellement le SMIC	Revaloriser le SMIC net mensuel à 1500 € (1219 € actuellement)					Augmentation du SMIC -de nature à relancer l'économie interne		Augmenter immédiatement le SMIC et organiser sa répercussion sur l'échelle des salaires			
		Annuler le gel de la valeur du point dans la Fonction publique	Dégel du point d'indice pour les fonctionnaires							Augmenter le point d'indice fonction publique - rendu encore plus nécessaire avec la crise et la disparation des formes variables de rémunération (primes diverses etc.)			

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Titulariser les contractuels de la Fonction publique	PLAN NATIONAL DE REVALORISATION (+ recrutement) DES CONDITIONS DE TRAVAIL des agents du service public, en matière de rémunération comme de gestion de carrières et de médecine du travail										
		en taxant à 90 % tout salaire ou revenu supérieur à vingt SMIC	LIMITER LES ÉCARTS DE SALAIRE DE 1 À 10 DANS UNE MÊME ENTREPRISE										Encadrer les écarts de revenus (salaires, revenus du capital) à l'intérieur d'une fourchette dont l'amplitude est à définir de manière démocratique et par voie de référendum

3.2) Temps de travail

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Respecter fermement la durée légale de 35 h hebdomadaires, du repos quotidien de 11 h, du repos quotidien de 11 h, du repos du dimanche sauf dérogations pour force majeure, des jours fériés et des cinq semaines de congés payés garanties à des dates négociées à l'avance	RÉDUCTION MASSIVE DU TEMPS DE TRAVAIL à 30 heures par semaine				Négociation impérative, même durant la crise, avant toute remise en cause des droits sociaux (congés payés, RTT, durée légale du travail) pour que les efforts soient librement consentis et également répartis						

3.3) Emploi

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			METTRE EN PLACE UNE GARANTIE D'EMPLOI : financer et garantir un emploi pour chacun·e, dans son pays pour doter en emplois des domaines d'utilité sociale et publique essentiels			Mise en place d'un système de sécurité emploi formation		Reconstruire l'ex-/le service public de l'emploi					

3.4) Licenciements

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Généraliser le contrôle des licenciements par l'inspection du travail afin d'interdire toute « vague » de licenciements abusifs, et permettre aux salariés et à leurs syndicats d'offrir chaque fois des alternatives, cessions, fusions, reprises, coopératives											
		Abroger les possibilités de rupture conventionnelle : pas de rupture non motivée des contrats de travail en cours											

3.5) Précarité

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Pour la fonction publique, mettre en place une surveillance, un rapport et un signalement en cas de non-respect de la progression de l'égalité (carrières, salaires...)										
			RENDRE OBLIGATOIRE LES DÉCLARATIONS INDIVIDUELLES POUR LES COUPLES et revoir le mécanisme du "quotient conjugal" : l'imposition individuelle des revenus des couples contribue à réduire les écarts de revenus au sein des couples, et ainsi encourager la participation de celle ou celui qui gagne le moins (souvent les femmes) au marché du travail										

3.7)Hygiène et sécurité

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Rétablissement des CHSCT	Rétablir des postes de médecins du travail en nombre suffisant									Rétablissement des CHSCT		
		Rétablir les CHSCT indépendants et à partir de vingt salariés											

3.8)Inspection du travail

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Redonner les moyens aux inspecteurs du travail d'arrêter tout lieu de travail où les règles de confinement ne sont pas respectées et aux forces de l'ordre de faire payer des amendes aux entreprises pour toute infraction (autant qu'il y a de personnes concernées)											

3.9) Formation professionnelle

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
						Mise en place d'un système de sécurité emploi formation							

4) Politique économique

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
------	-----------	-----	--------------	-----	-----	-----	----	----	-------	-----	------	------	-----

4.1) Relance budgétaire

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
							Envisager un plan de relance massif	Le gouvernement doit élaborer un programme de relance économique					
							Préparer, après une concertation nationale large, un plan de relance qui soit un "Plan de mutation" pour réorienter notre politique vers la lutte contre les inégalités sociales, territoriales, et l'impératif climatique et écologique						

4.2) Dette

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Annulation de la dette publique détenue par la Banque Centrale Européenne		imposer un moratoire de notre dette publique et un audit de cette dette	MUTUALISER LES DETTES EUROPÉENNES	Ordonner à la direction du Trésor, avec la Banque de France, pour les 5 années à venir, de mettre en place un système de « circuit du Trésor », qui permettra de financer les dépenses publiques au taux d'intérêt 0 afin de se protéger de la hausse possible des taux d'intérêt des banques centrales après le choc			Aller bien au-delà de l'accord/plan européen du 9 avril (500 Md€) qui est trop faible (2 % du PIB) et trop vague sur les dépenses éligibles, leur durée et les remboursements						Effacer l'essentiel (70%) de la dette française en cessant de payer les intérêts de la dette de l'État français cumulés depuis 1974
							Défendre à Bruxelles la monétisation des dettes de sauvetage						
							Défendre à Bruxelles des annulations de dettes en échange d'investissements équivalents dans les biens essentiels et la transition écologique						

4.3) Politique industrielle

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Planifier permettrait de créer des emplois dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'agro-écologie et de certains transports collectifs (le train plutôt que l'avion)						Rétablir en France une politique économique et sociale au service de l'intérêt général					Restructurer totalement l'appareil de production et le tourner plus vers les infrastructures (moins de virtuel), avec très peu de petits objets, mutualisés, modulables, recyclables, et à portée de réparation pour tous, en évitant les objets sophistiqués et riches en matériaux et en énergie

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		faire des incursions dans la propriété des banques	PRÉPARER UN PLAN PLURIANNUEL DE SOCIALISATION DES BANQUES françaises et la mise en place d'une gestion tripartite associant les usagers et les salariés, ainsi que la puissance publique					Le gouvernement doit s'appuyer sur le contrôle des circuits bancaires	Socialisation et démantèlement des plus grandes banques françaises				Nationaliser partiellement ou totalement le secteur bancaire
								Nationalisations ou renationalisations avec participation forte des salariés et citoyens usagers au sein des CA, notamment dans l'industrie lourde, les transports, l'électro ménager, la pharmacie et l'équipement médical (ou aides ou contrôles)	Conditionner le refinancement des acteurs bancaires et assurantiels à une restructuration complète de leurs portefeuille d'activités [...]. Dès maintenant, les centaines de milliards d'euros des produits d'épargne réglementés (Livret A, LDDS, LEP, etc.) doivent être mis au services des activités soutenables et être garantis 0 % fossile (+ 0 % fissile)				
								Reprise en main du secteur bancaire par le pouvoir politique ; en la matière, l'échec des nationalisations des banques des années 80 doit nous contraindre à anticiper dans quelles conditions cette reprise en main pourrait s'effectuer					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Et au niveau européen et international, reconnaissance immédiate d'un statut pour les communs naturels mondiaux			La gestion publique des biens communs (pour éviter les erreurs du passé comme le "tout nucléaire" ou le "tout TGV") doit être repensée afin d'intégrer plusieurs paramètres. Tout d'abord la stratégie de chaque secteur concerné doit faire l'objet d'un débat citoyen afin que les services proposés soient en phase avec les besoins réels. La gestion des biens communs doit être démocratisée pour qu'y participent les opérateurs, les collectivités locales ou l'État selon les cas, les salariés et les usagers. Enfin, la transparence doit être de mise en matière d'investissements, certains choix structurants pouvant éventuellement être soumis à référendum (local ou national)					Rétablir le monopole - et donc l'efficacité- des services publics, au service de tous, et non pas les transférer au secteur privé lucratif					Protéger les biens publics et les biens communs

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Investir dans la préservation des “biens communs” et de la biodiversité, et encourager la recherche afin qu’elle puisse également apporter des solutions plus écologiques et sociales aux enjeux des différents secteurs : transport, agriculture, construction, etc										
			CRÉER UN FONDS D’ACTIONNARIAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES qui distribuera un pourcentage annuel des actions des multinationales à leurs employé·es										

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Révision des règles européennes de marchés publics pour y introduire des critères locaux et équitables	Relocalisation des productions essentielles à la vie	Relocaliser la production des médicaments des grands groupes pharmaceutiques et contrôler leurs profits gigantesques. Fixer et planifier des missions de service public aux groupes pharmaceutiques, ceux de l'industrie chimique et plus généralement au secteur industriel et financier utile pour ces relocalisations. Il faut retirer la production et la recherche pharmaceutique d'une logique de la concurrence et de profit	Relocaliser notamment grâce à la régulation nationale certaines capacités de production, comme en matière de protections sanitaires les plus élémentaires, d'équipements médicaux et de médicaments permettant de sauver des vies ou certains biens de première nécessité ou relevant du domaine des "biens communs" (eau, énergie, infrastructures...)				Accorder des aides massives aux entreprises industrielles, sous la forme d'avances remboursables uniquement en cas de succès commercial, pour amorcer de nouveaux projets d'innovation et de diversification, notamment orientés vers la relocalisation et la transition écologique	Réduire la dépendance étrangère de nombre de besoins vitaux		Relancer relocaliser et/ou reprendre l'activité de production des protections sanitaires nécessaires (LUXFER-bouteilles d'oxygène, Chapelle d'Arblay-masques,...),		Plan de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services	Relocaliser en priorité le secteur essentiel de l'énergie
		Soutenir les filières industrielles qui nécessitent une relocalisation au plus près des territoires, tout en refusant que cette relocalisation se fasse en abaissant les salaires et la protection sociale pour rendre la France « attractive » et attirer les capitaux, comme le prévoit Macron						Attribution d'aides sur projets avec contrôle des réalisations (ou nationalisation) notamment dans l'industrie lourde, les transports, l'électro ménager, la pharmacie et l'équipement médical (tels que le secteur public l'applique actuellement pour les subventions aux associations... tout en laissant la bride sur le cou aux entreprises bénéficiaires du CICE)					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Mise en place de l'ajustement Carbone aux frontières de l'Europe			TAXATION DE PARITÉ ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE aux frontières de l'Europe qui protège la compétitivité de nos entreprises					Remettre en cause le libre échange généralisé et imposé	Relocaliser les activités dans l'industrie, dans l'agriculture et les services				Relocalisation maximale de l'activité (via un protectionnisme) en priorité des secteurs essentiels à la vie de la nation comme l'électronique et le web (nécessairement à l'échelle européenne) et évidemment la défense (+ alimentation ; + santé ; + énergie)
									Réguler bien plus fortement les échanges de biens, de services et de capitaux, tout en permettant une libre circulation des connaissances et des personnes				Protectionnisme (coordonné et coopératif au niveau international) afin de relocaliser les productions et réduire l'empreinte écologique
								Préserver dans la mesure du possible les PME innovantes des soubresauts qu'elles subissent de par leur position de sous-traitance d'entreprises plus importantes					
								Aider les entreprises innovantes créatrices d'emplois, souvent des PME ou des entreprises à vocation coopérative, à dépasser la frilosité bancaire en matière de trésorerie a laquelle elles se heurtent même lorsqu'elles sont financièrement viables					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Réajuster la charge de cotisations sociales entre entreprises du CAC 40 et les PME					
		Favoriser puissamment la recherche publique fondamentale car c'est la seule qui soit vraiment efficace. La loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) basée sur le profit privé à court terme doit être abrogée. L'abandon de la recherche sur les Coronavirus au début des années 2000 sous prétexte qu'elle n'était pas rentable à court terme, doit servir de leçon	REVALORISATION DES BUDGETS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE, ainsi que de la rémunération des chercheurs					Mettre en place un véritable service public de la recherche médicale (dont nationalisation des laboratoires pharmaceutique)	Solutionner les problèmes soulevés par les chercheurs et enseignants qui revendiquent la fin de la précarité, la création de postes de personnels titulaires dans toutes les disciplines ainsi qu'un soutien à la recherche publique qui ne soit pas dirigé par l'Agence nationale de la recherche				Réforme de la recherche, donne la part belle aux sciences citoyennes et participatives, sans entraver la recherche fondamentale, plus que jamais essentielle

4.4) Service public

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Ouverture d'embauches massives dans les services publics	Mettre en place un grand service public du médicament et de la recherche	PLAN NATIONAL DE RECRUTEMENT des agents du service public (+ Revalorisation)			Création d'un fonds européen, écologique, social et solidaire pour financer les services publics, notamment les hôpitaux et un pôle public européen du médicament	Augmenter les moyens et la capacité d'action/ d'intervention de l'État	Rétablir un véritable pouvoir d'État au service de l'intérêt général	Financer bien davantage des activités satisfaisant les besoins de base et l'intérêt général : services publics de santé, d'éducation, de recherche			Plan de développement de tous les services publics	Arrêt des dispositifs du type «RGPP» (Révision générale des politiques publiques) et autres « new public management » néolibéral

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		Renforcer les services publics qui ont été affaiblis par la crise en veillant tout particulièrement à leur renforcement et leur retour dans les quartiers populaires, les zones rurales et périurbaines	Accompagner, à travers les fonds européens, le RENFORCEMENT DES SERVICES PUBLICS, NOTAMMENT DE SANTÉ					Le gouvernement doit s'appuyer sur des services publics forts					Supprimer le management par indicateurs chiffrés et comptables
								Reconstruire les ex- services publics de La Poste et de Orange (+ SNCF ; + Sécurité Sociale ; + Impôts ; + Energie, ; + Emploi ; + Education nationale), sacrifiés sur l'autel de l'austérité européenne et de la privatisation capitaliste de rentabilité à court terme					Redonner du sens au service du public.

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													Pour conforter le sens de l'intérêt public des fonctionnaires : allonger la durée d'engagement – 15 ans au lieu de 10 - ; interdire le rachat par les entreprises ou par les individus eux-mêmes de la "pantoufle" ; interdire toute forme de réintégration dans la fonction publique – tout au moins à des postes comportant l'exercice de responsabilités exécutives – des fonctionnaires qui auraient décidé de la quitter

4.5) Politique monétaire

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													Mettre fin à l'indépendance des banques centrales
													[A priori] Reconnaissance des monnaies locales et complémentaires (fondantes, dédiées, etc.), qui deviendraient convertibles en "monnaie nationale"

4.6) Marché financier

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Fermeture [provisoire] de la Bourse de Paris	Ordonner à l'Autorité des Marchés Financiers de suspendre les cours boursiers pour deux mois renouvelables et de mettre en place des dispositifs de limitation des échanges de titres non-cotés					Contrôle des capitaux et interdiction des opérations les plus spéculatives et risquées, comme pendant la Seconde Guerre mondiale, et cela doit être reproduit				Rétablir le contrôle des flux de capitaux (à l'entrée et à la sortie du territoire national, à l'achat ou à la vente de la monnaie en cours sur le territoire national)
			IMPOSER UNE VÉRITABLE SÉPARATION DES BANQUES DE DÉPÔTS ET DES BANQUES D'INVESTISSEMENT (en scindant en deux les banques concernées)						Le « shadow banking », partie la plus risquée et la moins régulée des marchés financiers, n'a jamais été aussi important et doit être urgemment restreint, pour éviter une trop grande catastrophe financière				

4.7)Fiscalité

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Pas d'impôts nouveaux [pour les consommateurs / salariés]	en taxant tous les profits non réinvestis	CRÉER UNE CONTRIBUTION SOCIALE SUR LES ROBOTS afin de répondre à l'enjeu des mutations du travail					Reconstruire l'ex-/le service public des impôts	Mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF), en augmentant fortement le taux pour les transactions les plus spéculatives et risquées. La directive européenne sur la TTF, qui a été négociée dans le cadre d'une coopération renforcée, mais à laquelle le président français s'est opposé, doit être mise en œuvre			Une fiscalité plus bien plus juste et redistributive	

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			RENFORCER LA TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES									Mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TFF)	
		en accroissant le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu											Modulation de l'impôt sur le revenu en fonction du bilan "énergie / matière" des consommations
		en augmentant la contribution des tranches les plus élevées											
			LANCER LE CHANTIER D'UNE "TVA CIRCULAIRE" permettant de réduire le coût des activités et produits contribuant à une économie circulaire (matériaux recyclés ou bio-sourcés, produits sans obsolescence programmée, activités de réparation...)			Suppression de la TVA sur les produits de 1 re nécessité		Privilégier l'impôt direct par rapport aux taxes indirectes					Exonération de la TVA en fonction du bilan "énergie / matière" des consommations
			INSTAURER UNE TVA RÉDUITE POUR LES TRANSPORTS COLLECTIFS										
		en rétablissant l'ISF	Rétablissement de l'ISF en vue de son élargissement vers un impôt unique sur le patrimoine	Rétablir immédiatement l'Impôt de Solidarité sur la Fortune et annuler tous les cadeaux faits aux riches depuis le début du quinquennat afin de dégager des marges d'action pour l'État au cours des années à venir		Le rétablissement de l'ISF	Rétablissement de l'ISF	Abolir la suppression de l'impôt sur la fortune	Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)			Restauration de l'ISF	

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			HARMONISER LES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS (taux et bases) et bannir les pratiques dignes des plus grands paradis fiscaux										
									Supprimer le Crédit impôt recherche				
			APPLIQUER LE PRINCIPE POLLUEUR-PAYEUR en taxant les mobilités les plus polluantes : voitures polluantes, camions, avions, bateaux ; (+ réinvestir l'ensemble de ces recettes dans la transition écologique)						Création d'une Taxe kilométrique sur tous les moyens de transports				
		en mettant en place un vaste plan de lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale	INSTAURER une transparence fiscale totale des entreprises multinationales (notamment les GAFAM), qui devront transmettre et rendre publics les activités et impôts payés dans tous les pays où elles sont présentes				Renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale	Combattre véritablement la fraude fiscale des grandes entreprises, sous toutes ses formes	Lutte implacable contre l'évasion fiscale			Véritable lutte contre l'évasion fiscale	En cas de recours aux paradis fiscaux par les entreprises, sanctions pénales applicables aux dirigeants (actionnaires compris)
								Remettre en cause l'absence d'harmonisation fiscale, le cheval de Troie des paradis fiscaux internes à l'Union (Irlande, Pays bas, Luxembourg)	Harmonisation fiscale entre les pays membres au travers d'un « serpent fiscal européen » qui neutralisera la concurrence fiscale et sociale				
									S'engager sur la voie d'une fiscalité internationale				

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		en abrogeant les exonérations de cotisations qui minent les caisses de la Sécurité sociale	METTRE FIN AUX BAISES DE COTISATIONS OCTROYÉES AUX GRANDES ENTREPRISES					Suppression des exonérations de cotisations pour les entreprises privées (hors associations), prélude à une refonte du système de cotisations réajusté entre les entreprises du CAC 40 et les petites et moyennes entreprises		Maintien du paiement des cotisations sociales			Déplafonnement des cotisations de l'assurance-maladie
								Abolir le CICE	Suppression du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)				

4.8) Contrôle des prix

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			RENFORCER LA RÉGULATION DES PRIX des produits de première nécessité, notamment des produits alimentaires										

4.9) Changer de système

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Partout les gouvernements et les institutions de la globalisation capitaliste se sont mis au service des puissants				"On ne peut pas à la fois lutter efficacement contre l'épidémie du Covid-19 et continuer à faire tourner un système capitaliste qui a bien montré de quoi il était capable"			Il convient en premier lieu de casser le règne du marché et de la marchandise, dans les domaines vitaux pour l'équilibre et le développement économique et social de la société	L'épidémie du coronavirus révèle les grandes fragilités d'un capitalisme de plus en plus mondialisé et financiarisé, exploitant toujours plus le travail et le vivant		Il faut que la société se défende et refuse de servir de chair à profits des actionnaires. Seul cet élan collectif peut déboucher sur la volonté d'imaginer une autre société	Plan de réorientation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et de répondre à la crise écologique	Mettre un terme à la folie consumériste ordinaire, organiser le ralentissement général et même décélérer, c'est-à-dire vivre définitivement sans croissance économique globale ET le nécessaire resserrement des écarts de richesses

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Le néolibéralisme triomphaliste et productiviste a voulu enrégimenter l'économie en flux tendus, [...]"							L'État doit mettre un terme à sa politique de laisser-faire du capitalisme international et national et en premier lieu sur le territoire français				Donnons-nous rendez-vous le "jour d'après" pour réinvestir les lieux publics pour reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées	Arrêter le « flux tendu » gestionnaire ou logistique qui ne tolère pas le moindre incident et coûte in fine des centaines de milliards à l'économie mondiale
								Remettre en cause de façon radicale les mesures prises sous les trois derniers quinquennats, dont le caractère de classe et l'impact inégalitaire sont source d'oppression, sous couvert du prétexte fallacieux de favoriser l'emploi					Produire moins de biens (sobriété), et mieux (efficacité), pour que nos économies s'insèrent dans le cadre des limites planétaires et deviennent régénératives plutôt que destructives
													Création d'indicateurs robustes quant aux conséquences écologiques et énergétiques des niveaux de production, et quant à leurs incidences en termes de bien-être humain

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													Encourager la poly-activité intermittente”, qui verrait chaque individu se consacrer, alternativement et par phases, à l’entretien du vivant - dont l’agriculture est une forme essentielle- et à d’autres activités productives ou de services
													De l’État providence à l’État résilience. Ce dernier offrirait une garantie de solidarité, universelle, à proportion des revenus de chacun, et couvrant l’ensemble des risques, y compris les risques écologiques. Il s’agit de faire de la “sécurité” un horizon de civilisation
							Mise en place d’un groupe de travail, composé d’experts et d’élus, d’entrepreneurs et de salariés, pour penser à la sortie de crise économique et à ses conséquences en matière de relance, de souveraineté économique et sanitaire, ou encore de modèle européen »						

4.10) Revenu universel

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			<p>DOTER CHAQUE ADULTE D'UN REVENU MINIMUM GARANTI à hauteur de 60 % du salaire moyen soit 1344 €, première étape vers la création d'un revenu universel d'existence ; *</p> <p>Appliquer cette mesure à TOUT·ES LES JEUNES DE 18 À 25 ANS ; *</p> <p>AUTOMATISER LE VERSEMENT DE CES PRESTATIONS à l'ensemble des ayants-droits</p>										<p>Mise en place d'un revenu de transition écologique (RTE). Le RTE se destine à des personnes physiques, en contrepartie d'activités orientées vers l'écologie et le lien social ; la rémunération de ces activités (par exemple : agroécologie, permaculture, artisanat, low-tech) par le marché est souvent bien inférieure à leur valeur réelle. Le RTE comprend un volet monétaire et un volet accompagnement dans le cadre d'une coopérative de transition écologique (CTE)</p>
			<p>METTRE EN PLACE UN REVENU CITOYEN EUROPÉEN, abondé au moins par les actifs des banques centrales, et les revenus générés par les droits de propriété intellectuels, notamment pharmaceutiques</p>										

5) Libertés publiques

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
------	-----------	-----	--------------	-----	-----	-----	----	----	-------	-----	------	------	-----

5.1) Constitution

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			ENGAGER LE DÉBAT AUTOUR DE LA VI ^e RÉPUBLIQUE en lançant, dans un premier temps, des Etats généraux de l'ensemble de la société, puis en organisant une consultation plus vaste, par exemple à travers un référendum					Transformation radicale de notre Constitution					Réforme constitutionnelle introduisant à l'article 1 "L'État est garant du respect de l'Empreinte écologique et des Limites Planétaires" et cadrage de l'action de l'exécutif en fonction de l'objectif ; rétablissement d'un pilotage global par impacts
								Soumettre à référendum une nouvelle Constitution, plus démocratique					

5.2) Démocratie

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Renforcement de la démocratie et de la participation des citoyennes dans les modes de gouvernance depuis l'échelon municipal jusqu'à l'échelon national et européen							Faire de la transparence un impératif						Refonder la représentation

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Restaurer le pouvoir législatif, dont les prérogatives doivent être renforcées et élargies, et mettre fin à un pouvoir présidentiel omnipotent					Réforme du pouvoir législatif - création d'une « chambre du futur » permettant de représenter le temps long, la complexité et qui viendrait s'introduire dans le système constitutionnel entre l'assemblée nationale et le Sénat, qui ne serait pas composée d'élus mais issue pour partie du CESE, pour partie de la cooptation de personnalités qualifiées (réputées pour leur engagement en faveur du long terme) et pour partie du tirage au sort
								Remettre en cause la primauté automatique du droit européen sur la législation nationale					Transformation du Sénat en « Assemblée des bio-régions », dotées chacune d'une autonomie pour l'adaptation aux réalités de chaque territoire des normes régissant l'activité.

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													Modification du mode de désignation des représentants siégeant dans les deux chambres de plein exercice (Assemblée Nationale et Sénat) en introduisant une part de désignation au tirage au sort, à hauteur du tiers des sièges à pourvoir
													Prévoir que tout élu national se verra offrir à l'issue de son mandat un poste dans la fonction publique. Cette réforme éviterait que les salariés se trouvent dissuadés de se présenter au suffrage de leurs concitoyens, de peur de ne pouvoir retrouver un emploi à l'issue de leur mandat
													Enrichir les procédures démocratiques
													Institution d'un référendum d'initiative populaire (RIP, équivalent des votations suisses), assortie d'un contrôle de conformité constitutionnelle préalable (s'intéresser, au moins informellement, au vote des jeunes)

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			FIN DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES POUR LES COLLECTIVITÉS, la hausse de la dotation de l'État pour les collectivités les plus fragiles et celles engagées dans des démarches ambitieuses en matière de transition écologique				Donner des moyens suffisants aux collectivités locales (notamment pour encourager l'aide sociale, notamment pendant la crise)	Rétablir la décentralisation des services publics - et donc l'efficacité			Ne pas renforcer la présence dans les « Outre-mer» [DOM TOM]		
			Le renforcement des mécanismes de péréquation territoriale					Doter les collectivités décentralisé des moyens budgétaires adaptés					
			Arrêter le désengagement de l'État dans le soutien aux collectivités, la baisse croissantes des dotations globales et la suppression tour à tour des leviers fiscaux des collectivités locales sans en donner les moyens de compensation, les asphyxiant et leur supprimant toute capacité d'investissement durable propre					Restauration d'une structure réellement décentralisée par rapport à l'État central, dans le cadre d'un financement autonome, éventuellement ajusté d'une inter-péréquation entre régions, afin de garantir l'égalité réelle des citoyens devant la loi					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Procéder immédiatement à l'AUGMENTATION, POUR TOUTES LES COLLECTIVITÉS, DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT et à la compensation de la perte des recettes de la taxe d'habitation pour les communes										

5.3)Corps intermédiaire

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Réelle volonté de consultation des organisations syndicales					
		Revaloriser les subventions du monde associatif et les aides à la presse écrite pluraliste régionale et nationale				Revalorisation des subventions aux associations		Réelle volonté de consultation des associations					

5.4)Société civile

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													Encourager les initiatives de la société civile

5.5)Média

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
------	-----------	-----	--------------	-----	-----	-----	----	----	-------	-----	------	------	-----

5.6)Numérique

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
L'accès gratuit sur une plateforme numérique + TV dédiée à toutes les ressources culturelles et éducatives publiques financées ou produites par l'État													
Un accompagnement immédiat aux usages pour les personnes les plus éloignées de l'informatique													
Soutien aux outils numériques libres garants du respect de la vie privée et une formation publique et massive au fact checking et à la lutte contre les infox													

5.7) Contrôle de l'État

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Une coordination des politiques de protections des libertés publiques soumise au contrôle du Parlement européen			METTRE FIN À "L'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT" en réinstaurant l'ensemble des libertés fondamentales ayant connu des restrictions depuis 2015		"Nous n'acceptons que nos acquis sociaux, nos libertés, soient confinés, au nom d'une sécurité sanitaire que Macron et ses ami.e.s se montrent jusqu'ici incapable d'assurer [...] C'est aujourd'hui le confinement qui s'impose, sous peine de recevoir une amende, d'aller en garde à vue voire en détention. [...]. Mais c'est, maintenant, sans doute la seule solution »			Attention particulière à la garantie des libertés individuelles et collectives notamment face au pouvoir exécutif souvent tenté d'en contourner les exigences, au nom des nécessités ponctuelles du salut public, abusivement prolongées dans le temps					Arrêter les attaques en règle contre les libertés et droits fondamentaux
			ABROGER LE DÉCRET "GENDNOTES" qui permet aux gendarmes de recueillir des données relatives à l'origine réelle ou supposée, à la santé, à l'orientation sexuelle d'une personne										
			METTRE EN PLACE DES RÉCÉPISSÉS LORS DES CONTRÔLES D'IDENTITÉ										
							Écarter toute idée de « tracking » qui créerait un précédent regrettable et dont l'efficacité théorique n'est pas garantie						

5.8) Droit des femmes, LGBTs, étrangers

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			<p>LANCER UN GRAND PLAN NATIONAL POUR ÉRADICUER LES VIOLENCES À L'ENCONTRE DES FEMMES, financé à hauteur d'un milliard d'euros : doublement du budget alloué aux associations venant en aide aux victimes ; gratuité de la prise en charge psychologique des survivantes ; renforcement des lieux de prise en charge ; reconnaissance du féminicide dans le droit français</p>										
			<p>RENFORCER LES DISPOSITIONS DE LA LOI BIOÉTHIQUE afin qu'elle garantisse une égalité d'accès à la PMA, sans différenciation entre les citoyennes selon leur orientation sexuelle ou leur identité de genre</p>										

5.9)Discrimination

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			INSTAURER UN TESTING MASSIF des entreprises et propriétaires sur l'accès à l'emploi et au logement										
			RENDRE OBLIGATOIRE LE RESPECT DES RECOMMANDATIONS DE LA CRDPH (Convention des Nations unies Relatives aux Droits des Personnes Handicapées)										

6) Transition écologique

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		imposer une planification écologique impérative pour les entreprises concernées	RÉORIENTER LES ACTIVITÉS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, bras armé de l'État, au profit de la nouvelle politique économique de transition						Par des interventions massives dans l'économie, l'État devrait se donner l'opportunité de réorienter très profondément le système productif pour le rendre compatible avec les grands équilibres écologiques				

6.1) Énergie

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			CRÉER DES SERVICES PUBLICS DE L'ÉNERGIE ET RELOCALISER LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'ÉNERGIE (électricité et chaleur notamment), afin de favoriser les "circuits courts de l'énergie" et une réappropriation locale des enjeux énergétiques					Reconstruire l'ex-/le service public de l'énergie (remise en cause des traités européens)	Arrêt des investissements énergivores et consommateurs comme la 5G et de la recherche de nouveaux gisements d'énergies fossiles ;				
								Sauvegarder l'indépendance énergétique de la France et l'environnement					
		Organiser un débat national pour arrêter les modalités de la mise en œuvre d'un plan de transition écologique, de sécurité alimentaire, énergétique, de fin de « l'obsolescence programmée » avec des mesures immédiates. Ce plan devra principalement comporter des investissements publics substantiels dans l'efficacité énergétique des bâtiments, le développement de la gratuité des transports publics urbains et le développement des énergies renouvelables	GÉNÉRALISER LES DÉMARCHES DE SOUTIEN À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE LOCALE afin de permettre aux territoires d'atteindre l'équilibre entre consommation et production d'énergie, par la réduction de la consommation d'énergie et l'augmentation de la production d'énergie renouvelable, impliquant davantage les citoyennes dans la planification, le montage et le financement des projets d'énergie renouvelable					Réveiller l'intérêt des pouvoirs publics pour l'énergie marémotrice et financer un grand projet de recherche publique en la matière					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			DÉVELOPPER LES FILIÈRES D'ÉCO-MATÉRIAUX adaptés à chaque territoire pour limiter l'énergie grise des travaux d'isolation										
			ARRÊTER LES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES ET NUCLÉAIRES et interdire l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste et de houille					Poursuivre la recherche concernant l'exploitation du nucléaire pendant la "transition"	Conditionner le refinancement des acteurs bancaires et assurantiels à une restructuration complète de leurs portefeuille d'activités [...]. Dès maintenant, les centaines de milliards d'euros des produits d'épargne réglementés (Livret A, LDDS, LEP, etc.) doivent être garantis 0 % fissile				
			ABANDONNER TOUT PROJET DE NOUVEAUX RÉACTEURS NUCLÉAIRES et réorienter les ressources financières mobilisées dans le cadre de ces projets vers le développement d'une filière de démantèlement des réacteurs et le soutien à la recherche et à l'innovation sur les énergies renouvelables						Développer une politique énergétique qui ne soit pas simplement une « énergie décarbonée » faisant la part belle au nucléaire - dont l'ensemble de la chaîne de production est fortement émettrice de gaz à effet de serre - et qui laisserait intactes les consommations énergétiques finales				

6.2) Réchauffement climatique

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			METTRE EN ŒUVRE LES PRÉCONISATIONS DU PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, notamment sur son volet d'adaptation des bâtiments publics (confort d'été, rafraîchissement ...)					Intransigeance permanente envers les entreprises polluantes dans la lutte pour la diminution de l'empreinte carbone					Lutter contre le changement climatique et, ainsi, préserver l'habitabilité de la Terre pour l'espèce humaine et les autres espèces
			METTRE FIN À L'ENSEMBLE DES PROJETS CLIMATICIDES EN COURS (aéroports, autoroutes, voies rapides)										Réduire de moitié dans la décennie les émissions mondiales de gaz à effet de serre
			Développer un schéma d'économie circulaire pour réduire l'impact écologique										Atteindre à minima la neutralité carbone au milieu du siècle
Toutes les aides immédiates aux grandes entreprises doivent être conditionnées à la réduction de leurs émissions de GES et de leur impact écologique			Réinvestir le produit des impositions pollueurs-payeurs dans la transition écologique						Arrêter d'investir massivement de l'argent public pour sauver des entreprises pétrolières, gazières ou chimiques, des secteurs industriels polluants (+ aérien), sans conditionner ces aides à leur reconversion progressive et organisée ; à défaut : l'État et les pouvoirs publics doivent prendre le contrôle de ces entreprises et mettre fin à leur pouvoir de nuisance				Arrêt immédiat des subventions aux énergies fossiles

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			INSTAURER UN SUIVI DÉTAILLÉ, PAR UNE AUTORITÉ INDÉPENDANTE DE CONTRÔLE, des investissements et crédits par secteur en intégrant des critères sociaux et écologiques						Favoriser des modes de production agricoles et industriels écologiques et sociaux par une réorientation forte des aides publiques ou encore des marchés publics				
			Développer une nouvelle forme de gestion publique des banques permettant d'encourager les investissements propres - les investissements dans les énergies fossiles montre bien à quel point les banques n'ont que faire de l'enjeu climatique										
			FAVORISER L'ACCÈS AU FONCIER POUR LES ENTREPRISES D'UTILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE										
			CONDITIONNER LES AIDES AUX GRANDES ENTREPRISES à la réorientation des productions vers des productions écologiques										

6.3) Urbanisation et aménagement du territoire

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Application stricte du zéro artificialisation nette, uniformisation et renforcement législatif des cadres des parcs naturels et de l'ensemble des mesures de protection de la biodiversité sans dérogation possible	Cessons de dévaster les terres agricoles	Renforcer les services publics qui ont été affaiblis par la crise en veillant tout particulièrement à leur renforcement et leur retour dans les quartiers populaires, les zones rurales et périurbaines	VÉRITABLE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, écologique et solidaire afin de garantir l'accès à une maison de service public à moins de 3 kilomètres pour tous					Restaurer dans notre pays une République où règne l'égalité territoriale	La nécessaire bifurcation sociale et écologiste ne pourra se faire qu'à travers une revitalisation de tous les territoires				Rendre les villes habitables durant la saison chaude, qui dépasse désormais largement l'été, et adapter l'urbanisme : avec par exemple des trottoirs et des chaussées, notamment, végétalisés
			RÉDUIRE FORTEMENT LE STATIONNEMENT À CIEL OUVERT EN VILLE (espace à réserver aux mobilités actives et à la place de la nature en ville) et implanter des parcs relais peu coûteux / gratuits à proximité des terminus et gare des transports en commun										Préservation des terres arables, indispensables à la sécurité alimentaire, et lutte contre les concentrations
			REFUSER L'ARTIFICIALISATION DES SOLS pour des projets destructeurs de l'environnement et utiliser ces espaces pour favoriser l'autonomie alimentaire										Rapprocher le lieu de résidence des espaces agricoles (à terme : fin de la métropolisation), afin de réduire la dépense énergétique liée au transport des productions (circuits court)

6.4)Transport

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Extinction des subventions et exonérations fiscales des modes de transports non durables, en particulier remboursements de TICPE pour le transport routier de marchandises et exonération du kérosène sur les vols intérieurs, ainsi que révision de la convention de Chicago sur le transport aérien international		Rationaliser les transports. Tout comme la santé, l'école, et d'autres services publics, le transport ferroviaire fait partie «des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché» (dixit Macron). La SNCF doit redevenir un service public efficace pour le maillage des territoires et comme alternative au tout-automobile. Revenir sur son ouverture à la concurrence. Revenir à un statut unique des cheminots. Supprimer les cars «Macron». Développer le ferroutage comme alternative aux transports routiers. Développer une politique de gratuité pour les transports en commun dans les villes où c'est possible	REPENSER LA RÉPARTITION DES FONCTIONS SUR L'ENSEMBLE DES VOIRIES : donner davantage d'espace aux piétons, cyclistes et transports en commun						Les transports en commun doivent être rendus gratuits				À terme, politique de transport public intégrale ou mutualisée à l'échelle de petits collectifs

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			SUPPRIMER DES VOLS faisant gagner moins de 3 heures de trajet						Arrêter d'investir massivement de l'argent public pour sauver des compagnies aériennes sans conditionner ces aides à leur reconversion progressive et organisée ; à défaut : l'État et les pouvoirs publics doivent prendre le contrôle de ces entreprises et mettre fin à leur pouvoir de nuisance				Réduire drastiquement les vols en avion
			AUGMENTER FORTEMENT LA TAXATION DES BILLETS D'AVION										
			INTERDIRE LA VENTE DE NOUVEAUX VÉHICULES À ÉNERGIE FOSSILE À HORIZON 2028										Cesser de fabriquer de gros véhicules polluants (4×4, etc.)
			INTERDIRE, dès l'année prochaine, LA VENTE DES VOITURES LES PLUS POLLUANTES, en particulier les SUV ultra- consommateurs d'énergie fossile du fait de leur gabarit										Abandonner presque entièrement la motorisation à énergie fossile et avoir massivement recours à l'énergie musculaire (animale ou humaine)

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			FAVORISER, dans les villes où elle peut être mise en place, LA CIRCULATION ALTERNÉE et faciliter le rabattement des véhicules personnels vers du transport collectif en entrée de ville										
			INVESTIR DANS LES INFRASTRUCT URES FERROVIAIRE S (transport des personnes et des marchandises), notamment en développant les “petites lignes” et les trains de nuit					Reconstruire l'ex-/le service public de la SNCF (remise en cause des traités européens)					
			INVESTIR DANS LA CRÉATION D'INFRASTRU CTURES CYCLABLES, améliorer la coordination nationale des politiques cyclables et établir une obligation de déploiement des linéaires cyclables sur le modèle du logement social										
			METTRE EN PLACE DE VÉRITABLES INCITATIONS FINANCIÈRES À LA PRATIQUE DU VÉLO										

6.5) Biodiversité

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Cessons de dévaster la biodiversité		Porter le projet d'une Directive-cadre européenne de protection des sols										Arrêter de détruire la biodiversité sauvage comme la diversité génétique des espèces domestiques, et de déstabiliser les équilibres entre populations et faciliter la circulation des pathogènes
			Investir dans la préservation des "biens communs" et de la biodiversité, et encourager la recherche afin qu'elle puisse également apporter des solutions plus écologiques et sociales aux enjeux des différents secteurs : transport, agriculture, construction, etc										Préserver le « cortège biotique » qui nous accompagne et qui nous relie aux cortèges biotiques des autres, des animaux et des plantes (bactéries commensales, acariens, parasites et symbioses)
			ÉTABLIR UN DROIT DE LA NATURE, en commençant par reconnaître le crime d'écocide										
			CRÉER UNE DOTATION DE SOUTIEN AUX INITIATIVES LOCALES en matière de biodiversité (plantations, gestion des espaces naturels...)										

6.6) Agriculture biologique

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Agir pour une agroécologie libérée de l' « agrobusiness » qui imposent les prix et les rendements	Remettre en cause le modèle agricole dominant. La crise montre l'importance des circuits courts. Il s'agit de privilégier des formes d'agriculture paysanne, durable, biologique dans le but de respecter l'environnement naturel et de la biodiversité	RATTRAPER EN URGENCE LE RETARD SUR LE VERSEMENT DES AIDES À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE et verser dorénavant les aides par anticipation aux agriculteurs et agricultrices						Renforcement considérable de la réglementation sur les substances néfastes pour la santé (perturbateurs endocriniens, pesticides)				Vers une "agroécologie décarbonée" (sans énergies fossiles). Il est urgent de mettre en place un modèle agricole à très haute productivité par unité de surface et à faible productivité par unité de travail
			RÉTABLIR LES AIDES AU MAINTIEN POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE que le gouvernement actuel avait annulées										
			CRÉER UNE COMMISSION TERRITORIALE DE RÉGULATION FONCIÈRE AGRICOLE (en fusionnant les instances existantes) afin de stopper l'artificialisation des sols et favoriser l'accès au foncier des nouveaux agriculteurs et agricultrices										
													Libérer les [droits sur] les semences, mettre un terme au système d'encadrement du marché des graines, encourager la diversité génétique

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Réorienter drastiquement les directives “nitrates”, “pesticides”, “réduction des émissions”, “eau” et “oiseaux et habitats”										Imposer un phasage de l’utilisation des pesticides de synthèse (néfastes pour toute la biodiversité) et les engrais de synthèse
			METTRE FIN À L’USAGE DES PESTICIDES qui polluent nos sols, eaux et air et notre santé à tout·es										

6.7)Pêche

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Développer une stratégie maritime : pêche durable, réduction des émissions, protection des écosystèmes contre toute pollution										

6.8)Bien être animal

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			AJOUTER AU 2E PILIER DES CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE DE L’EMPLOI ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL										

6.9)Institution

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Créer une Cour environnementale de Justice, rattachée à la CJUE chargée notamment d'examiner la conformité avec le Pacte Climat 2030 et qui aura autorité sur les entreprises installées en Europe, ou entreprises européennes qui opèrent à l'étranger										

7)Agriculture

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Généralisation des Plans Alimentaires Territoriaux			Pour un plan annuel européen d'investissements de 500 milliards d'euros pour la transition, le transport et l'énergie verte						Par des interventions massives dans l'économie, l'État devrait se donner l'opportunité de réorienter très profondément le système productif pour le rendre en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations (+ dimension écologique ; + dimension sociale)				

7.1)Soutien aux agriculteurs

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			En réponse immédiate à la crise, assurer un REVENU DÉCENT POUR LES AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES, RÉGULER LES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES, restaurer des mécanismes de régulation des marchés au sein de l'UE et limiter le commerce extra-européen de denrées alimentaires à l'indispensable										
			GARANTIR UNE RETRAITE DIGNE À L'ENSEMBLE DES AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES, y compris pour ceux et celles qui sont déjà à la retraite										
			AUGMENTER L'AIDE À L'INSTALLATION DES AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES et l'attribuer jusqu'à l'âge de 50 ans (actuellement réservée aux seules jeunes agricultrices et agricultrices)										

7.2) Circuit-court, production locale et relocalisation

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Favoriser le maillage territorial et économique local, par un grand plan “de la ferme à la fourchette”						Relocalisation solidaire pour permettre un accès à une alimentation de qualité pour tous, ainsi que les réseaux de distribution locaux		Développement des circuits courts pour protéger les petits paysans et les petits commerçants dans les territoires ruraux et garantir l’approvisionnement dans les villes en améliorant la qualité de l’alimentation		Relocaliser en priorité le secteur essentiel de l’alimentation

7.3)Forêt

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
	Cessons de dévaster les forêts												Retour à l’intégration des arbres dans nos pratiques agricoles, entre forêt-jardin, systèmes agro-forestiers et sylvo-pastoraux (soit le démembrement du remembrement)

8)Éducation

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Revalorisation DES ENSEIGNANTS et le lancement d’ÉTATS GÉNÉRAUX DE L’ÉDUCATION pour refonder l’ensemble des politiques éducatives avec pour objectif de lutter contre les inégalités, notamment par la réduction du nombre d’élèves par classe					Reconstruire l’ex-/le service public de l’éducation nationale					

8.1)Égalité des chances

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Des allègements de programmes, une école bienveillante, et surtout résiliente, libérée du tout numérique et des émotions négatives (stress, compétition, décrochage, pression...), pour les enseignant.e.s autant que pour les élèves. Un respect aussi du droit à la déconnexion, en particulier des vacances scolaires			STRUCTURER ET VEILLER À L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉDUCATION À L'ÉGALITÉ pour tous les âges et former l'ensemble des personnels pédagogiques	Puisqu'il n'incombe pas aux parents d'assurer les cours, nous demandons qu'il soit laissé le temps de rattraper les cours une fois la crise passée									Réforme de l'éducation donnant la part belle à la coopération et la créativité
Une école gratuite et obligatoire : un droit opposable à l'équipement et à un accès internet pour tous les élèves et étudiants				chèque numérique pour les familles les plus pauvres afin qu'elles puissent acheter un ordinateur à leur enfant									
Un suivi individuel renforcé des élèves en difficultés et décrochés													
	Encourager l'égalité d'accès aux cours par voie numérique												

8.2)Lycée - parcoursup

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				Nous demandons la suspension de toutes les réformes en cours concernant le ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse		Réaménagement des épreuves du baccalauréat et suspension de Parcours Sup							

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				Favoriser sur l'audiovisuel public et privé la diffusion de films de cinéma art et essai, de films de cinéma de patrimoine et de documentaires à vocation pédagogique									
				Garantir le revenu des intermittents du spectacle et des métiers d'art									

9.2) Soutien à la culture

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Une aide financière à l'ensemble de l'écosystème culturel, un accès au chômage en particulier pour les intermittents du spectacle, les indépendants et artistes-auteurs, une compensation pour l'abandon des revenus						Fonds de soutien à la culture							
						Intermittents : baisse du quota d'heures minimum et gel du calcul pour la période d'annulation des spectacles							

10) Justice et prisons

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Retour à l'indépendance respective de chacun des trois pouvoirs					

10.1) Procédures judiciaires 2020

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
				La réquisition de logements vacants et de chambres d'hôtel pour l'hébergement d'urgence pour les femmes et les enfants en respectant les normes sanitaires									
				Organiser des visites de vérification par la police dans les foyers où des violences intra-familiales ont été signalées									

11)Europe

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
							Cette crise globale doit imposer l'Europe comme l'échelle de réponse la plus appropriée	La France doit devenir à nouveau un élément moteur en Europe [afin notamment de lutter] contre sa fuite en avant financière et environnementale					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								<p>« Renverser la table » ; a France n'envisage pas « a priori » une sortie de l'Union, ni même de l'Euro. Mais, abandonnant définitivement l'utopie fédérale, il s'agit de construire une structure de gouvernement européen beaucoup plus souple, permettant aux nations adhérentes de travailler ensemble comme « à la carte », en tenant compte de leur histoire, de leur économie, de leurs besoins et de leur vocation propre dans l'élaboration de politiques communes librement choisies.</p>					

11.1) Institution

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Refonte des règles budgétaires et fiscales européennes		Abrogation du pacte de stabilité. La Commission européenne a suspendu l'application du pacte de stabilité : ce n'est pas suffisant	RÉORIENTER LES AIDES DE LA PAC vers les petites exploitations, l'agriculture respectueuse de l'environnement ou biologique, le paiement des services environnementaux (stockage du carbone, arrêt des intrants chimique...)			Europe : Abandon du pacte budgétaire et mise en débat d'un nouveau pacte social et démocratique entre les peuples	Prendre acte de la fin du totem des 3 pour 100	Rompres avec les critères de convergence issus du Traité de Maastricht et confirmés par les traités suivants dont celui de Lisbonne ainsi qu'avec les « recommandations les critères de convergence issus du Traité de Maastricht anti-sociales de la Commission européenne					
Révision de la PAC au service d'une alimentation durable et locale			REFUSER LA RENATIONALISATION DÉGUISEE DE LA PAC : seuls des critères et objectifs environnementaux communs à tous les États permettront une avancée écologique réelle et éviteront une mise en concurrence interne										

11.2) BCE

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Suspension du Plan d'assouplissement quantitatif de la BCE, et la mise en place d'eurobonds (ou coronabonds)		L'émission de « coronabonds » à hauteur de 1000 milliards d'euros par l'UE pour financer trois types de dépenses : les dépenses liées à la lutte contre la pandémie, la transition énergétique et de décarbonisation et les investissements en infrastructures numériques	Porter, au niveau de l'Union européenne, l'impérieuse nécessité d'une RÉFORME DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, qui doit devenir démocratique				Lancer des "coronabonds", indispensables	Remettre en cause l'objectif anti-inflationniste exclusif de la BCE (déjà mis à mal dans les faits à plusieurs reprises bien qu'au bénéfice des banques)	Le nouveau plan d'achat d'actifs de la Banque centrale européenne (BCE) de 750 Md€ doit être ciblé sur les activités prioritaires, selon le triple critère sanitaire, social et écologique			Décision de ne pas utiliser les 750 Md€ de la BCE pour alimenter les marchés financiers mais uniquement pour financer les besoins sociaux et écologiques des populations	

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		La Banque centrale européenne qui a annoncé un plan de monétisation des dépenses publiques doit prêter directement aux États sans passer par les banques. La BCE a également suspendu les limites qu'elle s'imposait pour l'achat de dettes publiques. Cette suspension et ce plan de monétisation doivent être pérennisés au-delà de l'urgence sanitaire					Discuter avec nos partenaires européens sur le parti à tirer de la mobilisation des outils d'intervention à la disposition de la BCE		La BCE doit cesser d'injecter des milliards d'euros par mois sans condition sur les marchés financiers				
									La BCE et les banques publiques doivent prêter directement et dès à présent aux États et collectivités locales pour financer les plans d'urgence, en appliquant les taux d'intérêt actuels proches de zéro				
									La BCE doit acheter à l'émission la dette [publique] nouvelle pour financer les États par de la création monétaire, et lui attribuer un statut de dette perpétuelle, non remboursable				

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
									La BCE et le système bancaire, ainsi que les pouvoirs publics, doivent soutenir avant tout les investissements dans la transformation écologique				
									Possibilité de prêts à taux zéro par la BCE elle-même (ou par la Banque européenne d'investissement (BEI)) à un futur "budget européen"				
								Remettre en cause une conception de l'Euro qui constitue un carcan inefficace pour les économies et la politique sociale des pays européens					Recouvrer la souveraineté monétaire de la France et par exemple conserver l'Euro sous la forme d'une monnaie commune et non plus "unique"

11.3) Fonctionnement UE

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Au niveau européen, une coordination des efforts de production et de distribution de matériel essentiel à la crise au niveau européen ; s'il y a des droits de propriété intellectuelle sur les produits nécessaires (dispositifs médicaux ou autres), la Commission doit les lever, tout comme les restrictions qui ont un impact sur la recherche		Une augmentation du budget européen de 1 % à 5 % du PIB de l'UE, avec la création de nouvelles ressources propres, notamment par des impôts sur les sociétés et sur les grosses fortunes				Europe : une mutualisation des moyens, notamment en matière de production de matériels sanitaires							

12)International

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			En réponse à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques, PROMOUVOIR PLUS QUE JAMAIS L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ DE RENFORCER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE								Ne pas retirer les troupes françaises d'Irak		Reconnaissance des monnaies locales et complémentaires (fondantes, dédiées, etc.), qui deviendraient convertibles en "monnaie nationale"

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													<p>Mise en place d'une monnaie de réserve et d'échange internationale, pilotée par un conseil constitué par des représentants de tous les pays parties à l'échange international, et dont les taux seraient fixés politiquement, de sorte à encourager les échanges écologiquement et socialement vertueux et décourager les autres</p>
													<p>Plaider pour que soit rétabli au niveau international un contrôle des flux de capitaux aux frontières, qui mettrait fin au système de changes flottants, qui introduit une très grande instabilité dans l'économie mondiale</p>

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
													Déglobalisation décroissanciste et solidaire, reposant sur une relocalisation maximale des activités et des systèmes de coordination par "poupées russes" (une institutionnalité mondiale dont les éléments constitutifs seraient des ensembles visant l'autosuffisance et la viabilité écologique et sociale)

12.1)OMS et santé

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Un soutien massif à la recherche et à la coopération scientifique internationale pour trouver une réponse vaccinale ou médicamenteuse à la maladie, universelle et gratuite ; en privilégiant les méthodes de substitution à l'expérimentation animale			A court terme, veiller à ce que les TRAITEMENTS ET VACCINS, lorsqu'ils seront disponibles, soient MIS À DISPOSITION DE TOUTES LES POPULATIONS , y compris dans les pays les plus pauvres sans aucune restriction en matière de brevets, et gratuitement				Engager dès à présent la coopération internationale nécessaire pour que la France et l'Europe contribuent à la lutte contre la pandémie, notamment en donnant les moyens à la recherche fondamentale de travailler dans la durée sur les épidémies						

12.2)OMC et commerce

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
		En finir avec les traités de libre-échange qui, tel le CETA (accord entre l'UE et le Canada), nivellent vers le bas nos normes sociales, sanitaires et écologiques	Mettre immédiatement FIN AUX GRANDS ACCORDS COMMERCIAUX qui ne profitent qu'aux pays et entreprises les plus puissants et riches (CETA, TAFTA...) et renégocier certains accords à partir des besoins réels des pays concernés et des sociétés civiles qui devront être associées aux discussions					Lutte contre les inégalités des échanges commerciaux qui engendrent pauvreté et conflits armés, partout dans le monde avec des retombées internationales notamment pour notre société française	Arrêt ferme et définitif de la négociation, signature et ratification de nouveaux accords de libre-échange bilatéraux (commerce et investissement), et remise en cause des accords existants (dont les mécanismes ISDS) et par la remise en cause des règles de l'Organisation mondiale du commerce		Encourager la résistance organisée contre les politiques productivistes pro mondialisées		Réorganisation du commerce international et démondialisation
			LIMITER LES GRANDS ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE						Lutter contre la mondialisation des échanges de denrées alimentaires et encourager la solidarité internationale contre les destruction des systèmes agricoles locaux par le mise en concurrence des systèmes productifs				

12.3) Traités environnementaux

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Mise en œuvre collective des traités internationaux en matière d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique	Refonder une régulation internationale sur la solidarité et la réponse à la crise écologique, dans le cadre d'instances multilatérales et démocratiques				

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								Recherche des accords internationaux pour la sanctuarisation de régions entières du globe (Arctique, Antarctique, Amazonie notamment)					

12.4) Aide au développement

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
Une aide immédiate aux pays les plus pauvres : aide financière, coopération médicale, soutiens publics aux ONG, transfert des moyens médicaux au fur et à mesure de la décrue de la crise européenne			Apporter une aide internationale massive afin de SOUTENIR LES ÉCONOMIES DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, réorienter les productions et construire ou reconstruire des services publics efficients (+ conditionnement de l'aide)			Acceptation de l'aide sanitaire de Cuba		En Afrique, la France peut encore jouer une partition différente de celle menée depuis des années auprès des pouvoirs en place, dans le sens d'un co-développement au service des populations, en apportant son soutien à des gouvernements réellement représentatifs de leurs citoyens, au lieu et place de dictateurs corrompus à la solde des capitalistes français. En outre, ces orientations contribueraient, à moyen terme, à la définition d'une politique cohérente dans l'accueil des étrangers sur notre territoire					Annulation des dettes publiques de tous les pays à faible revenus, des dettes publiques contractées à la suite de la crise de 2008 pour sauver le système bancaire, de même que des dettes contractées auprès des banques centrales pour faire face à la pandémie

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
			Conditionner le montant de l'AIDE AUX EFFORTS DÉMOCRATIQUES ET ÉCOLOGIQUES DES PAYS DESTINATAIRES										
			ANNULER TOUT OU PARTIE DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LES PAYS LES PLUS PAUVRES et réorienter les politiques d'aide et d'accompagnement										

12.5) Conflits

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
						La fin des blocus et des sanctions financières, le cessez-le-feu dans toutes les régions du monde		La France doit devenir à nouveau un élément moteur dans le monde afin de favoriser la paix et la coopération au bénéfice de tous et donner un coup d'arrêt à la folie du capital, notamment dans sa fuite en avant financière et environnementale					

EELV	Ensemble!	GDS	Génération.s	LFI	NPA	PCF	PS	RS	ATTAC	CGT	PEPS	PPJC	PRT
								<p>La France doit renouer avec sa politique d'indépendance nationale vis à vis « des puissances économiques dominantes », à la fois pour ménager notre liberté dans le choix de nos interlocuteurs économiques, mais aussi afin de pouvoir intervenir de façon crédible et efficace dans les médiations nécessaires pour résoudre les conflits, dont les destructions ne sont pas sans conséquence sur le fonctionnement de notre société (Moyen orient, Afrique, Amérique du sud). Dans ces pays, l'histoire et la parole de la France n'ont pas encore été totalement oubliées, notamment depuis notre refus de la seconde guerre en Irak. Ces coopérations diplomatiques et économiques auraient le mérite d'élargir nos marges de manœuvre vis à vis de certains de nos partenaires, alliés pusillanimes ou trop envahissants. En particulier, le suivisme systématique de</p>					

